

CAMEROUN: LE REFORMISME ABOÏE, LES EMPIRES ECONOMIQUES

PASSENT: LA MAIN BASSE DE LA "CAMEROON

DEVELOPMENT CORPORATION" SUR LA REGION SUD-OUEST

Le cap sur une politique de "renouveau" au Cameroun depuis novembre 82, après 25ans du régime Ahidjo, n'a pas signifié une rupture, sur le plan économique et celui de l'emploi, avec la période immédiatement antérieure : les exigences des bailleurs de fond étrangers, la position monopolistique du capitalisme français, les situations de rente de la nouvelle bourgeoisie pèsent de tout leur poids sur les rouages de la vie économique, financière et sociale. Cette politique dite de "rigueur" a donné lieu à un épisode sanglant que l'on connaît et le gouvernement de P. BIYA a songé à aménager l'appareil productif. La priorité a été donnée aux sociétés d'état qui, dans leur longue évolution, sont devenues des Etats dans l'Etat. Le nouveau code des investissements est fin prêt depuis juillet 84 et la presque totalité des PDG de ces sociétés d'état ont été remplacés. Le secteur bancaire est maintenant doté de ses hommes de "renouveau" tandis que le secteur douanier poursuit la chasse aux fraudeurs et contrebandiers du monde des affaires camerunais.

Cela n'empêche pas l'ensemble de l'économie camerounaise davantage intégrée au marché mondial (l'invasion des banques américaines depuis 1980), de demeurer une économie extravertie (1) qui s'enfonce dans la crise du développement inégal des régions et des groupes sociaux. L'exemple de l'histoire économique de la CDC (2) est instructif à cet égard, car elle signale les causes premières de la configuration impériale de l'économie régionale, des transformations de la société régionale face à la traduction spatiale concrète de l'extraversion dans le sud-ouest du Cameroun. Et nous pouvons généraliser cette approche à l'échelle du pays tout entier.

UNE MAIN BASSE QUI VIENT DE LOIN....

L'agro-industrie est aujourd'hui l'une des structures les plus puissantes et l'une des plus caractéristiques du capitalisme international. Une structure financière s'assujettissant d'un bout à l'autre de la chaîne, la propriété foncière, la production agricole, les choix de l'exportation, la transformation et la mise sur le marché des produits. L'épithète "d'agro-industrie" vient tout naturellement sur notre plume lorsqu'on cherche à qualifier les entreprises et les sociétés de capitaux qui ont présidé à l'essor d'une politique industrielle au Cameroun depuis le début du 20^e siècle.

(1) Maurice Vincent, D'importants atouts pour réorienter une économie extravertie, Le Monde diplomatique, juin 84

(2) CDC = Colonial Development Corporation, devenue en 1940 Cameroon Establishment agro-industriel à capitaux multinationaux, dont le but essentiel est la mise en valeur, l'exportation des cultures tropicales.... implantée sur tout le sud-ouest du Cameroun

Le secteur agro-industriel a été, jusqu'au démarrage du secteur pétrolier en 1977 --mais le reste dans le PLAN pour des raisons de jeu politique -- la vache laitière du développement étatique. Cette agriculture fortement dépendante s'est diversifiée localement en fonction des régions et des stratégies industrielles des sponsors étrangers, de l'Etat national, ou des deux là où l'union des capitaux était nécessaire. Il est tout aussi important de souligner que la plupart des états périphériques ont fait de l'agro-industrie la cheville ouvrière de leur modernité, et elle a été l'une des principales sources du financement du "développement". Au Cameroun par exemple, les énormes bénéfices de la "révolution verte" alimentent les comptes hors-budget de l'Etat(3). Et "l'étatisation" et/ou la "nationalisation" des complexes agro-industriels au Cameroun va accélérer leur intégration et même leur subordination à des intérêts étrangers encore plus puissants. Ce phénomène d'internationalisation de l'agriculture d'exportation ne se comprend que comme processus d'accumulation internationale du capital, donc de la nouvelle division internationale du travail dans la branche de l'agro-industrie.

La CDC a donc totalement accaparé le sud-ouest du Cameroun depuis l'époque des plantations allemandes jusqu'à nos jours. Que se passe-t-il à l'intérieur des frontières de cet empire, donc sur toute la région tant dans la politique du capital que dans l'organisation de la production? Qu'en est-il du travail et des travailleurs de la CDC quand on sait que cette société est après l'Etat, le plus gros employeur? La question de l'emploi, est de loin, la partie essentielle mais paradoxalement, la plus mal connue. La main basse économique, sociale et politique de la CDC sur la région montre un segment du capitalisme productif camerounais en action, dont les finalités économiques sont inséparables de la formation d'un monde ouvrier violemment exploité et marginalisé. La prospérité centenaire de la CDC pose de façon cruciale les formes de prélèvement des bénéfices réalisés par la firme sur ses productions, et sur la force de travail qui est au coeur du "système CDC". En associant sur place, production et transformation des productions sur l'ensemble du capitalisme rural et urbain de la région du sud-ouest, la CDC poursuit sa stratégie englobante. Ainsi autour des palmes, de l'hévéa, de la banane, du poivre et du thé, voit-on s'organiser tout un tissu social, un réseau d'intérêts financiers, des séparations entre groupes sociaux dont l'originalité, dans l'émergence d'une classe ouvrière qui ne se laisse simplement pas identifier comme un simple segment du prolétariat périphérique. Bien de politiques agro-industrielles ont des similitudes dans les zones périphériques du point de vue de la force de travail:

-bas salaires; -non organisation de la force de travail; reproduction de la force de travail à l'intérieur du procès de travail domestique. C'est le cas avec les ouvriers de la production de sucre aux Antilles ou encore au Nordeste(Brésil^o)

La classe ouvrière de la CDC a revêtu pendant plus d'un demi siècle une forme de constitution sensiblement caractéristique par la constance en son sein, des situations-limites d'exploitation et de prolétarianisation.

(3) Mboudou Augustin Marie, Le financement du développement au Cam.

-3-

LA MARCHÉ A PIED A TRAVERS LE SUD-OUEST USE LES VIELLES IDEES....

La route Douala-Limbe-Idenau, le pont sur le Mungo à peine traversé, une pancarte vous souhaite "welcome to South West Province". A votre droite, le mont-Cameroun, à votre gauche, l'océan atlantique tout bleu, entre les deux, les domaines de la CDC. De vastes et belles plantations de palmiers, d'hévéa, ou de cocotiers soigneusement alignés.... des usines de conditionnement, des cités de travailleurs, et les maisons des "estate manager" de la CDC noyées dans des fleurs.. " Tel est le cliché de la région que nous rapportent un géographe et un journaliste. Ce stéréotype de région touristique et balnéaire résiste moins bien au regard attentif. Une autre image, moins exotique celle-là, balaie la première. Une autre pancarte qui vous souhaite "Welcome to CDC Empire"

Dès la traversée du même Mungo, le pays apparaît comme fatigué par une grande aventure industrielle. Des palmiers d'un âge certain, de très vieux, de jeunes, des ouvriers qui râlent contre un chef d'équipe, tous sont très squelettiques. Des vieilles usines qui tournent, d'autres, abandonnées; des parcs de matériels agro-industriels ravagés par la rouille, de vieilles locomotives à vapeur, le vieux port de Victoria où s'entassent des carcasses de bateaux abandonnés, et des villages ouvriers en série.. Ce sont là autant de signes concrets qui nous rappellent la tradition industrielle ancienne dans la région. L'état vétuste de ce tissu industriel prêche à penser que la région vit la triste fin d'une aventure industrielle, et vous persuade de l'effondrement économique de la région. Pourtant, il n'en n'est pas question.

En fait; l'usine à la campagne et la pratique d'usine ne sont pas une nouveauté ici. La vieille usine abandonnée a tout simplement été remplacé par une autre et les ouvriers mutés vers le nouveau lieu de production. Depuis quelques années, la CDC procède à des restructurations. LA région est donc en avance sur nos discours sur la modernité périphérique. Sur ce fief industriel de la CDC sont venues se greffer des industries modernes: une brasserie située en plein faubourg de OMBE-OMBE, puis une usine de raffinage à Cap Limboh qui emploie près de 400 personnes sans compter les emplois de sous-traitance. Cette localisation massive de diverses industries de pointe dans la région doit être liée aux évolutions des politiques de l'état, et aux mécanismes de l'économie internationale. Derrière la brasserie, c'est une filiale française, derrière l'usine de raffinage, c'est TOTAL SFP, et derrière la CDC, il y a l'état camerounais, la Banque Mondiale, des capitaux anglais et français. Enfin, derrière la PAMOL, autre compagnie agro-industrielle qui fait la pluie et le beau temps sur tout le département du Ndian (Sud-ouest), il y a la mutinationale Hollandaise UNILEVER !

La vie de la CDC est, sur la longue durée, ponctuée par ses rapports successifs et changeants à la conjoncture économique, aux marchés, aux concurrences des autres pays producteurs, aux décisions d'ajustement et de régulation où interfèrent le capitalisme d'état camerounais et l'accumulation des multinationales. On s'aperçoit de cette omniprésence du marché mondial dans les confins du Fako, lorsqu'on parcourt le "livre d'or" de l'huilerie de Idenau. On y découvre la régularité des visites de banquiers, industriels et autres marchands, occidentaux pour la plupart, qui couvrent de compliments les performances productives de l'usine. Un livre d'or qui fait la fierté du chef d'usine !

Cette incorporation de la CDC au marché mondial est aussi une incorporation dans la nouvelle division internationale du travail. Celle-ci s'est traduite dans les plantations et dans les usines de la CDC, par des formes d'exploitation et de traitement du monde ouvrier qui frappent tant par la brutalité des conditions de travail que par la violence de la paupérisation des ouvriers. Cette paupérisation affecte non seulement le prolétariat "made CDC", mais aussi toute la société régionale qui ne peut difficilement s'échapper de l'emprise de la CDC sur toute la vie économique et sociale. L'exploitation draconienne de la main-d'oeuvre est la clé du succès économique de la firme. Paradoxalement; la presse locale et nationale applaudissent le système CDC; elle y voit un exemple de développement "autocentré" réussi; et l'élite politique anglophone considère la CDC comme la part légitime du butin économique qui lui revient selon la géométrie à principes variables de l'équilibre régional.

Mais qui dit exploitation de la main-d'oeuvre de la CDC dit aussi politique de l'état national en matière d'emploi. Or depuis 1947, la CDC a été "nationalisée". Le gouvernement Camerounais a injecté plus de 12 milliards de francs CFA dans les fonds de la société; le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale a d'office un siège au conseil d'administration. L'Etat est donc devenu (une façon de nuancer) le "patron" et du même coup, il est l'employeur. 1947 est donc une étape importante dans la formation d'un capitalisme étatique, car la stratégie industrielle de la CDC devient plus nationale au service des objectifs politiques définis à l'échelon de l'appareil d'état.

FORMES ET PHASES DU DEVELOPPEMENT DE L'EMPIRE CDC

ET ECONOMIE D'OCCUPATION

Lorsque vous voulez comprendre le mouvement d'expansion économique de la CDC, son patronat vous propose toujours son Rapport d'activité et compte-rendu financier(4).

(4) CDC Annual report and Accounts; 45p, paraît chaque année au siège de la société à BOTHA

-3-

Le rapport d'activité comporte traditionnellement, des indicateurs de production, des prix des produits, des bénéfices à l'exportation, les investissements, les effectifs salariés, ect. Cette batterie d'indicateurs garde toute sa pertinence pour saisir le cycle de prospérité financière de la firme, tout en jettant dans l'ombre les modalités sociales de l'accroissement et des mutations de l'entreprise. En réalité, la croissance de l'empire CDC n'a été ni régulière, ni uniforme. Au delà de ces données statistiques, une batterie d'indicateurs nouveaux serait bienvenue pour donner une autre consistance aux interprétations des phases de développement de la CDC. La prise en compte des différentes formes de mise au travail, des revenus, des statuts ouvriers, des groupes courtisans du capital, des intérêts et profits, mis en rapport avec l'accroissement de la productivité, éclaire de façon concrète les corrélations: entre les réalités économiques et les forces sociales. Ce repérage du partage toujours inégal (et constamment remis en cause par le patronat de la CDC) - des fruits de sa croissance aide sans doute à comprendre le sens historique de la perpétuation de régime économique de la CDC.

Pour comprendre la percée du capitalisme productif au Cameroun, il faut revenir à l'économie coloniale, - Trois grandes périodes d'accélération entrecoupées de légères dépressions retracent le tableau de l'évolution du complexe agro-industriel de la CDC.

1°- la 1ère phase d'accélération débute fin 19è siècle, avec la création des plantations de palmiers et d'hévéa par les allemands. Elle dure jusqu'à la 1ère guerre mondiale, et est suivie par le creux de la vague de l'entre-deux guerre

2°- la 2è phase part de 1946 à 1960, elle se termine par la crise due au fait que la CDC a perdu ses clients privilégiés du marché de la Commonwealth, alors que la 3è phase d'accélération commence avec la réorganisation de la firme en 1965 (modernisation des productions, entrée massive des capitaux étrangers), avant de s'embourber aussi, mais à sa manière, dans les difficultés actuelles de la crise économique internationale. Ces trois temps de la CDC correspondent à peu près à trois phases de la formation d'une classe ouvrière régionale.

Placés sous séquestre durant la 1ère guerre, les plantations allemandes du Fako seront rachetées par leurs anciens propriétaires. Confisquées à nouveau pendant la 2è guerre mondiale, elles seront confiées à une compagnie britannique: la Colonial development Corporation qui au terme de diverses mutations va devenir la CDC actuelle. Cette phase d'économie coloniale pure utilise une main d'oeuvre locale (Bakweri) plus une masse importante de travailleurs venant des régions du Centre et du Sud qui fuient le travail forcé.

La reconstitution cohérente du projet CDC après la 2è guerre va profondément modifier les données économiques de la société. Extension des domaines, installations des usines, mécanisation, embauche massive de la main d'oeuvre (Plus de 20 000 en 1949)

-6-

Le 3^e déploiement de la firme depuis 1965, est composé d'un volet financier et d'un volet technologique. La Banque Mondiale et le FED prêteront respectivement 4,4 milliards et 1,6 milliards de francs CFA pour "redresser" la situation de l'entreprise.

De nouvelles technologies font irruption dans la production et modifient le procès de travail en même temps qu'elles accélèrent l'apportivité de la CDC. La production largement tournée vers l'exportation, va cette fois élargir sa clientèle, en se lançant à la conquête du marché intérieur. La région va connaître des vagues migratoires importantes (5). Très vite la paysannerie "locale" va être dépossédée de son dernier carré de son espace productif. Les effectifs ouvriers qui s'élevaient à 11 898 en 1968, vont remonter à 21 453 en 1978, sans compter les saisonniers et les temporaires. Et la généralisation des de nouvelles usines (huilerie de Mondoni) du travail posté, de l'automatisation dans les chaînes auront des conséquences dans l'organisation du travail.

La dernière tranche de ce 3^e déploiement de la CDC a été achevée en juin 83. L'Etat camerounais a alloué 98 000 ha de plus à l'opération CDC, et les capitaux étrangers sont de plus en plus importants. La société déclare employer à ce jour 20 000 camerounais en permanence sans compter les ouvriers saisonniers ou temporaires (3000) environ. La CDC dispose de 22 plantations et 13 usines de transformation réparties dans tout le sud-ouest.

Dans l'ensemble, l'emprise toujours grandissante de la CDC sur les conditions sociales de la région nous autorisent à qualifier cette offensive agro-industrielle d'économie d'occupation. Et la "réussite" d'une telle politique est due au fait que l'Etat camerounais avait saisi tout l'intérêt qu'il pouvait tirer d'une telle structure économique. ET le projet SOCAPAML, plus récent, qui recopie la leçon de la CDC, le montre bien.

LA FORMATION DE LA CLASSE OUVRIERE REGIONALE...

Nulle part ailleurs peut-être, au Cameroun en tout cas, ne s'épanouit si tôt la formation d'un prolétariat industriel. Le mûrissement du tissu industriel de la CDC intègre les mutations économiques (développement du salariat les innovations dans l'exploitation de la force de travail, le recrutement les origines, les liens avec le reste du tissu économique, les rapports au travail, le comportement politique des travailleurs) - dessinent peu à peu la naissance d'un prolétariat ouvrier. L'accumulation de la CDC tient au fait que la valeur de la force de travail est volontairement sous-évaluée du point de vue des coûts de production. Une question se pose donc: c'est d'essayer de voir dans le salariat de la CDC, le processus d'exploitation de force de travail, et celui de la formation d'un prolétariat industriel. Sur les lieux, cette classe ouvrière nous a échappé sans cesse parce que le monde ouvrier de la CDC, s'est révélé à nous comme divers, diffus et il relève de formes de prolétarianisation variées, d'idéologies contradictoires liées à l'environnement économique et politique local, puis national...

-7-

Les formes d'organisation et de division du travail, et le destin des ouvriers de la CDC dissimulent une appartenance au marché mondial. Pourtant, depuis plus de 50 ans, des hommes des femmes des enfants, parfois des familles entières se sont succédées dans les plantations et dans les usines CDC. Leur travail et leurs revenus sont rythmés par le marché mondial des cultures d'exportation, et par le capitalisme d'état, et ils en sont dépendants ! Presque prisonniers de la spirale de la prolétarisation régionale, leurs conditions de vie dans les "camps ouvriers" n'ont rien à envier aux bantoustans sud-africains ! D'où l'intérêt qu'il y a à saisir la vraie situation d'une classe ouvrière dont le patronat de la firme agro-industrielle, ne cesse de vanter le "paradis social".

Depuis les années 1940, La CDC emploie en moyenne 20 000 manoeuvres (terme fourre-tout), à peu près le même nombre qu'en 1984. Ce sont des travailleurs rétribués à l'heure, théoriquement selon le barème étatique des salaires du secteur agricole au Cameroun. Mais est-ce donc dire que cette masse de travailleurs a gardé une stabilité et une homogénéité ? D'abord, les effectifs varient en fonction des phases de développement et des crises qui ponctuent l'expansion de la compagnie. La période de la "banana boom" des années 50 monte les effectifs à 25 000 travailleurs dans les plantations, dans la période de déclin qui suit, il ne sont plus que 15 575 en 1962, plus que 11 898 en 1968.

Ensuite la pénibilité du travail des plantations, et sa contrepartie en salaire dérisoire ont pour conséquence une instabilité chronique de la main d'oeuvre. Ils étaient 19 341 en 80, 17 206 en 81; 16 673 en 82; 18 324 en 83 et au 30 juin 84, 17 618 (6). Il faudrait ajouter à ces chiffres les ouvriers saisonniers et les temporaires, 3000 environ, qui sont rétribués à la pièce.

Toutefois, cette instabilité de la main d'oeuvre n'arrive pas à perturber profondément le taux d'effectifs nécessaire au "système CDC". Très vite, la compagnie incite l'installation des familles dans les camps. Les ouvriers mariés avec enfants n'osent pas quitter l'emploi en raison de leurs charges familiales. Si dans l'ensemble des changements notables ne sont pas intervenus sur les effectifs vitaux du système, il apparaît plus probable que la marge des emplois "balladeurs" fait partie de la stratégie traditionnelle de gestion de la force de travail de la CDC.

(6) Staff and Force Labour Return, Cameroon Development Corporation,

-8-

Ce monde ouvrier et industriel qui s'est constitué avec la croissance de la CDC rassemble une main d'oeuvre fixe et une main d'oeuvre circulante qui s'accommode à d'incessants changements de situations et d'occupation. Cette main d'oeuvre circulante correspond bien de traits de ce que l'on convient d'appeler "prolétariat flottant" bien adapté à un système qui ne connaît pas la pleine emploi et qui intègre toujours les travailleurs migrants. Compte-tenu de l'immensité de la firme, nous avons choisi de pratiquer une coupe en sélectionnant un certain nombre de plantation et d'usines pour rendre compte de façon trop schématique certes, du phénomène.

Effectifs et statuts des ouvriers sur 2 mois
MAI et JUIN 1984

TABLEAU (1): Dans quelques plantations

"Estate" *	Totaux ouvriers		Ouvriers ayant un contrat de travail
	Mai 84	Juin 84	
IDENAU (palmiers)	307	314	- -
MONDONI (" ")	885	867	- -
BCTA (" ")	442	415	- -
MAKONJE (hévée)	807	786	285
PENDABOKO (" ")	1000	994	- -
EKONA (banane)	1153	1307	- -
TOLE (thé)	1464	1350	1584
NDU (thé)	1494	1505	- -

* Estate = plantation , Monthly labour force return, BCTHA

TABLEAU (2°) : Effectifs dans quelques usines

USINES	Totaux ouvriers		Ouvriers ayant un contrat de travail
	Mai 84	Juin 84	
IDENAU(Oil Mi	131	117	- -
MONDONI(" ")	202	200	- -
MAKONJE-factory	169	173	102
CENTRAL RUBBER-factory, TIKO	398	398	- -
Usine de Thé	240	242	132

Ici et là a travers la chaîne CDC, on note ce caractère flottant des effectifs mais qui ne débouche jamais sur une pénurie de la force de travail. Le phénomène affecte moins les usines (tableau 2) parce que la main d'œuvre est pliée aux exigences du travail posté. Et aussi, le fait le plus important est que la grande majorité de ces ouvriers n'ont pas de contrat de travail. C'est pourquoi, très souvent ces chiffres jettent dans l'ombre les licenciements massifs permanents, mais aussi les départs volontaires.

En somme il s'agit dans ses lignes de mettre l'accent sur quelques points essentiels qui résument la multiplicité des situations et des statuts d'une force de travail-enjeu.

LA PLANTATION, L'USINE: TRAVAIL, BRIMADE ; SUREXPLOITATION

Le travail dans les plantations est pénible et contraignant. Dès l'aube les ouvriers doivent être sur les lieux de travail. L'appel commence et un registre de présence est tenu à cet effet. Quotidiennement, les ouvriers passent plus de 10h dans les plantations. Les ouvriers sont divisés en équipes de 10 à 15 hommes et placées chacune sous le commandement de petits chefs qui déploient une méchanceté zélée. Malgré la division organisationnelle du travail, l'ouvrier est contraint d'être polyvalent : il débroussaille, répand les engrais, cueille les régimes de palmiers, ou de banane, plante de nouvelles boutures sous la haute surveillance du manager qui doit évaluer le taux de productivité de chacun. La plupart des ouvriers n'arrive pas à terminer la tâche de la journée. Une discipline de fer

~~10-~~

accompagne ce procès de travail; et le travailleur peut être muté d'un champ à l'autre quel que soit l'éloignement de son camp. L'ouvrier absent pendant 2 jours consécutifs, soit pour des raisons de santé ou familiales est automatiquement considéré comme déserteur et rayé de la liste. Nombre de ces cas de licenciements abusifs sont en instance à l'inspection du Travail du Fako. Malheureusement ses conflits de travail se soldent toujours à l'avantage de la CDC qui a toujours son "alibi en béton": son "Règlement intérieur" (7) qui en dit long sur la philosophie managériale de la CDC. La presque totalité des ouvriers, sous-alpha-bétisée, ignore tout des dispositions du code de travail. Et le jeune Inspecteur du Travail du Fako a visiblement du mal à se faire entendre d'autant plus qu'aucune alternative immédiate ne se dessine pour ces travailleurs hapés par le cyclone de la prolétarisation.

Dans les usines, les conditions de travail ne sont pas très différentes. Les contraintes du travail posté, réglé au rythme des machines, le fait aussi que l'usine tourne 24/24h, entraînent une relative stabilité des ouvriers dans les usines. La présence continue de plus de 70% des ouvriers semble d'autant plus longue que l'emploi d'usine est garantie. L'usine de caoutchouc de TIKO est vétuste; la transformation de la sève d'hévéa est un boulot particulièrement pénible et crasseux. Aux différentes étapes de la fabrication on retrouve hommes, femmes et enfants d'ouvriers postés, mais effectuent simultanément plusieurs tâches à la fois. La cadence de la chaîne est très rapide, et la même personne doit surveiller les machines de sa section, faire son travail, mais aussi balayer le poste où se déverse sans arrêt des tas de déchets de fabrication. La plupart des ouvriers sont sans qualification, ils se forment dans le tas.

L'Huilerie d'IDENAU est d'une technologie du siècle dernier. Vielle de bientôt 50 ans, usagée, cette usine fonctionne à l'énergie thermique issue de la récupération des coques de noix de palme mélangées avec des fibres et brûlées dans des chaudières. 130 ouvriers s'y relaient en 3 fois 5. Le 1er poste de travail est le chargement des régimes dans les trémies en début de chaîne. 6 personnes se relaient au chargement à raison de 1 régime toutes les 2 secondes. Aux chaudières 4 ouvriers chargent sans arrêt les fours sous une température de plus de 300°. A la centrale d'alimentation 5 ouvriers-mécaniciens serrent de temps en temps de boulons dans un vacarme énorme. La plupart des postes sont pénibles et très exposés. Au bout de l'usine, un long tapis roulant écoule sans arrêt les noix concassées, les palmistes sont triés par des enfants et des femmes âgées sous la surveillance d'un chef de section. Ces palmistes sont emballés dans des sacs et sont exportés pour fabriquer outre-atlantique des savons Palmolive.

(7) Règlement intérieur de la CDC, 13p classé confidentiel (?)

Rares sont les ouvriers qui font une journée de travail de moins de 9h. L'usure quotidienne notamment dans le corps à corps avec le feu entraîne l'endurcissement des paumes de main, du corps des ouvriers exposés à la chaleur du four. L'exploitation maximum des ouvriers s'accompagne de la destruction physique par la fréquence prolongée sur des postes de travail dont la pénibilité et l'insalubrité se passent de tout qualificatif.

Les pouvoirs publics ferment les yeux sur cette brutalité de la surexploitation des travailleurs, en attendant, tout baigne dans l'huile dans les Huileries de la CDC. Les ouvriers, eux, visiblement exaspérés par une "économie d'état de siège" se changent d'atmosphère dans l'alcool.

La surexploitation se manifeste aussi par le bas niveau des salaires. Selon les barèmes officiels les salaires des ouvriers du secteur agricole s'échelonnent de 12 000 à 25 000 frs CFA., soit de 240ff à 500ff. Pour des tas de raisons, rares sont les ouvriers qui atteignent le "plafond mensuel". EN réalité, le système de rémunération en vigueur dans l'entreprise est tenu à la plus grande discrétion de la direction générale. Par ailleurs des amputations abusives sont faites sur le pécule chichement gagné par les ouvriers et les erreurs souvent volontaires sur le salaire ne peuvent être rectifiées après le départ du travailleur de la table de paie ! Par conséquent, le net à payer mensuel de l'ouvrier ne correspond jamais aux heures de travail effectuées.

Le travail des enfants est payé en "forfait de dépannage"; le montant de ce forfait dépend du bon vouloir du manager. Les ouvriers travaillant en 3 fois 8 touchent des petites primes de quart. Dans l'ensemble à l'intérieur de la grille, la CDC pratique une mosaïque de rémunérations : au mois, à la semaine, à la journée, à la tâche. Ce système éclaté rend pratiquement insaisissable la masse salariale de l'entreprise d'une part, mais aussi il permet à l'entreprise de réaliser du surprofit en sous-payant la valeur de la force de travail.

Economie d'occupation, généralisation du travail salarié, surexploitation de la main d'oeuvre ont contribué à la formation d'un prolétariat industriel dans la région du sud-ouest depuis plus d'un demi-siècle .

QUAND LA CDC FAIT DU SOCIAL... CAMPS OUVRIERS OU

"BANTOUSTANS INVISIBLES" ?

"Nous employons 20 000 Camerounais qui bénéficient de la gratuité du logement, d'électricité, d'eau, des soins médicaux pour eux-mêmes et pour leurs familles dans nos cliniques et dispensaires. Ils ont également à leur disposition des clubs récréatifs pour la détente, des salles de fête pour manifestations, des terrains de football, de volley, de golf, des courts de tennis, des débits de boissons, ect..."

Cette charte sociale de la CDC, toujours collée sur le tableau à l'entrée du siège de la firme à BOTHA, sert de carte postale pour de nombreux visiteurs. Mais elle fait un tout peu sourire lorsqu'on a visité lesdites installations, surtout, les nombreux camps ouvriers à ne pas manquer...

D'entrée, vous êtes frappé par l'emprise de cette politique sociale "made CDC" sur la structure de l'espace régional. Les superficies restantes en dehors des plantations, sont la propriété de la CDC. Munie d'un titre foncier c'est elle qui alloue des portions de terrains pour construire un "labour village" un centre de soins, ou un terrain de sport. L'organisation du milieu hors entreprise découle plutôt d'une stratégie de contrôle social et de ghettoïsation du monde ouvrier. Cette politique vient aussi de très loin. La reconstruction du projet agro-industriel dès la fin de la 2^e guerre comporte un important volet social car, le nouvel appareil de production exige un main d'oeuvre stable. Les administrateurs britanniques vont dès cette époque lancer un vaste programme de construction d'hôpitaux, de villages ouvriers, de clubs, ect. Une clinique sera construite à TIKO, un camp de plus de 3000 logements pour ouvriers à LIMBE, plus de 500 logements à Pendaboko, la liste est longue. La CDC actuelle a hérité d'une partie des ces installations, mais aussi elle prolonge cette politique en multipliant les camps ouvriers, en conservant tout ce qu'il y a de plus paternaliste dans l'assistanat(?) aux ouvriers. Cette politique sociale oscille de façon très contradictoire entre le souci patronal d'un mieux être de la force de travail, de quoi faire miroiter ceux qui hésitent à s'intégrer dans le système CDC, et le cynisme des méthodes de ghettoïsation de la classe ouvrière.

Les "labour village" sont en fait des réserves-ouvrières où la promiscuité et les conditions de vie sont presque insupportables. Les camps construits à l'époque coloniales sont de petites maisons en dur, couvertes de chaux, et qui font à peine 10m² où vivent entassées des familles de 9 à 15 personnes. Il n'y a pas d'ouverture d'aération, seule une petite porte centrale permet d'accéder à l'intérieur toujours sombre. Les camps nouveaux, sont des petits pavillons en calabottes d'une vingtaine de mètres de long, sectionnés en pièces individuelles qui servent à la fois de séjour et de dortoir.

-43-

L'ouvrier de la CDC n'a donc pas un logement de fortune. En plus des familles nombreuses qui y vivent, ces logements sont également partagés avec des animaux domestiques: poules, canards, chèvres, chiens. Nombreux sont les camps ouvriers coupés du reste du monde; et tout un service de la CDC s'occupe du ravitaillement de ces camps où l'ouvrier n'en sort qu'en cas de grave accident de travail. Chaque ouvrier reçoit mensuellement 1 fagot de bois, des macabos, 2 litres de pétrole, de l'huile de palme. Ces prestations sont comptabilisées comme une partie du salaire ouvrier. Un infirmier souvent expatrié, y passe chaque 15 jours. Dans l'ensemble, ces camps ouvriers sont des "bantoustans" invisibles. Cette politique d'assistance à une force de travail confrontée à des problèmes de survie quotidienne donne au patronat une marge de surenchère sur les salaires.

Par ailleurs, l'organisation de la vie associative hors-entreprise parachève la domination de la compagnie sur la vie économique, mais aussi culturelle de la région. Les rapports hiérarchiques de l'entreprise ont été scrupuleusement reproduits sur les loisirs, et le milieu hors-travail. Outre la ségrégation dans l'habitat on note la pratique des loisirs de classe:

- la plèbe ouvrière, elle, joue au football, mais n'a pas accès au terrain de golf...

- les séances de cinéma de vieux films hindous ou de Tarzans sont réservés aux ouvriers et leurs familles.

Et les clubs récréatifs ont un standing différent selon la catégorie socio-professionnelle de chaque salarié de la CDC

Le "Senoir service" club est réservé aux cadres; situé en bordure de mer, il est le lieu de rencontre de la bourgeoisie régionale

- Le Middle Farm club est réservé aux agents de maîtrise et autres "managers"

- Enfin, le "Labour club" situé en plein cité ouvrière est le point de rencontre des ouvriers. Vétuste, le labour club est en fait un débit de boisson où l'ambiance est toujours chaude.

Certes, ces structures sont des vestiges de la colonisation britannique, mais cet argument ne suffit pas à justifier le maintien de ces pratiques. Bien au contraire elle conservent toute leur efficacité dans la politique de l'Etat et du capital dans la branche de l'agroindustrie au Cameroun. La CDC ne se prive donc pas de vanter sa politique sociale comme le montre le texte affiché à l'entrée de la société. Ce texte destiné aux visiteurs, comme toute opération idéologique, part des considérations patronales dotées d'une logique indéniable.

L'organisation du milieu hors-travail signifie effectivement la pénétration plus directe du pouvoir de la CDC dans la vie sociale et, dans un certain sens, une dépendance accrue de la main d'oeuvre au processus du capital. Si la CDC poursuit cette politique, dans la même mesure, elle consolide les positions d'un contrôle plus généralisé du capital sur le processus de production sous tous ses aspects. Au cours de l'exercice 83/84, de nouveaux villages ouvriers ont été construits à la palmeraie de MONDONI, l'éclairage des rues, la construction des systèmes de drainage et des toilettes ont été entrepris dans certains villages ouvriers. Ce patronat est-il gagné de PHILANTROPIE depuis les temps?

PROLETARIANISATION ET PROSTITUTION DE LA CLASSE OUVRIERE....

La situation de prolétarianisation généralisée actuelle dans le sud-ouest est le produit de ce verrouillage de l'organisation sociale et la mise en place de diverses formes d'exploitation induites du système CDC".

- La paysannerie locale reste "coincée" dans ses "native réserve" (8) ; elle subit sur place, la harcellement systématique du système de plantations industrielles. De père en fils parfois, on se succède à l'usine ou à la plantation. Une partie non salariée de cette paysannerie se livre à des mécanismes d'auto-exploitation.

La prolétarianisation dans les camps ouvriers atteint des proportions dramatiques. Composés de travailleurs migrants, ceux-ci n'ont pour seule ressource que leur salaire, et ils sont régulièrement mutés d'un camp à l'autre. Leur situation diffère de celle des "ouvriers-paysans" qui eux, amortissent les effets de la prolétarianisation en faisant la production domestique. Les faubourgs comme LIMBE, TIKO, MOUTENGUENE, sont le lieu d'une forte concentration ouvrière. La vie y coûte très cher, et les ouvriers sont constamment endettés. Cette forme de prolétarianisation en milieu urbain est la plus répandue. A LIMBE CAMP, cité ouvrière de plus de 3000 ouvriers en plein coeur de la ville, nous avons pu constater des situations individuelles encore plus dramatiques qui frisent la vie des bantoustans. Et en dehors de ces formes de prolétarianisation "organisées", il y a dans le sud-ouest des formes massive de marginalité: chômeurs, petits bricoleurs, des travailleurs non salariés, beaucoup de prostituées dont les parents sont souvent ouvriers à la CDC.

La disproportion entre l'importance de l'industrialisation régionale, (CDC, SONARA, BRASSERIES) et l'ampleur de la prolétarianisation confirme une logique "d'économie de sous-développement" qui ne doit pas surprendre dans le fond.

(8) ce sont des villages de populations autochtones

-15-

Une espèce d'"aristocratie ouvrière" est venu s'ajouter à cet immense prolétariat depuis l'implantation d'une usine pétrochimique (SONARA) dans la région, en 1977. Ces ouvriers du pétrole, en dépit de leur haut niveau des salaires, restent confrontés à des tas de problèmes de survie, surtout qu'il payent très cher l'image de "fortunés" que la société régionales se fait d'eux.

Le maintien de la classe ouvrière dans une situation de dèche permanente, le paternalisme du patronat de la CDC, la dépendance du monde ouvrier d'une batterie de mesures sociales dès leur insertion dans le "système CDC" sont des armes redoutables de conditionnement de la classe ouvrière. Au contraire on assiste à une prostitution généralisée de ce monde ouvrier de diverses manières

L'inculcation de l'idéologie de la collaboration porte ses fruits, car les ouvriers sont em même temps la milice civile chargée de veiller à la bonne marche de la CDC. A plusieurs reprises les ouvriers CDC signalèrent notre présence dans les camps ouvriers, nous avons été interpellé par la gendarmerie locale, puis interrogé....

L'influence que la condition ouvrière joue sur les familles des ouvriers entretient un sentiment de fatalité généralisé. La CDC est toute puissante, rien au monde ne peut la faire tomber nous dira un vieux ouvrier du camp de Moliwé.

Il y a toujours un ouvrier pour remplacer son camarade qui râle d'un boulot pénible, et certains n'hésitent pas à jouer le rôle d'"indic". De même l'installation des débits de boissons dans les cités ouvrières est très bien accueillie par les habitants. Ces débits de boissons pratiquent des "prix maison", et après la journée de travail, les ouvriers y passent le reste de leur temps. Ces débits de boisson sont quotidiennement le théâtre d'interminables bagarres entre ouvriers constamment en état d'ivresse.

Par ailleurs, la sous-alphabétisation de la majorité des ouvriers, l'alcoolisme, la formation souvent bâclée des fils d'ouvriers, l'interdiction faites aux ouvriers de tenir des réunions ou participer à toute discussion en matière de politique ou de religion, ou de distribuer des tracts ou journaux sont autant d'obstacles à une prise de conscience de classe. Cette limite de la conscience de classe a pour corrolaire direct la représentation assez floue du monde de l'exploitation qui les entoure. Enfin la gratuité des soins médicaux dans une région marginalisée parachève la prostitution des ouvriers car, elle est perçue comme un privilège sans équivalent. Pour l'heure, cette prostitution de la classe ouvrière ne connaît aucune limite, d'autant plus que la crise économique frappe dur la région depuis des années.

-16-

A l'inverse, depuis 4 ans environ, la CDC est confrontée à un grave problème d'absentéisme. De plus en plus les travailleurs permanents cultivent leurs propres plantations ou exercent une autre activité. Même si le plus souvent ils ne savent pas lire ce qui est écrit sur leur fiche de paie, les ouvriers ont compris que cela leur rapporte plus de cultiver des ignames qui, vendus, rapportent d'un seul coup le salaire de 6 mois de travail à la CDC. On pourrait voir dans cette tactique de la double-activité une forme de boycott, un début de conscience de classe ? Pour l'heure, ces ouvriers n'arrivent pas à identifier les mobiles et les formes de leur exploitation. C'est en ce sens que nous pourrions parler de classe ouvrière "un peu perdue", et en panne des moyens d'action.

LE PATERNALISME MANAGERIAL, FRUIT D'UNE VOLONTE POLITIQUE ..

Tout au long de développement de la CDC, la préoccupation principale du patronat est d'assurer l'adaptation de la force de travail aux exigences du processus productif et d'en garantir la stabilité. De là, le dispositif servant à discipliner la force de travail très instable, et à la soumettre au rythme mécanique de la production industrielle, est un thème essentiel de la "philosophie" managériale de la CDC; La nouvelle mouture du classique réglément intérieur de l'entreprise, qui a été transmise au Ministère du Travail et approuvée par ce dernier le 3 Avril 1984 reconduit les mêmes dispositions des relations de travail. L'employeur a donc étudié les voies et les moyens d'accroître ses profits. Si le profit peut être procuré en vendant au marché mondial, celui-ci peut être également procuré par la rationalisation du coût de la force de travail. Le patronat de la CDC n'est donc pas composé de philanthropes. Les investissements en logements et hôpitaux ont été totalement amortis. Et la direction de la firme est loin de concevoir le projet de changer ces équipements qui tombent déjà en ruine... La représentation politique dans les successifs conseils d'administration est impressionnante. Parmi les membres du conseil, il y a les notables, les administrateurs du gouvernement, et les représentants des multinationales. Ces hommes politiques semblent avant tout soucieux de défendre la "ligne du gouvernement.

C'est ainsi que le gouverneur de la province, en sa double qualité de représentant de l'Etat et de membre du CA a tenu à rappeler que sa visite à la CDC (9) ... marque tout l'intérêt constant que le gouvernement porte à cette importante société ... on pourrait dire sans se tromper que la CDC est en partie un cadeau pour la province du sud-ouest dans le domaine économique et social..."

Le rôle politique des administrateurs gouvernementaux, comme toute opération idéologique, rappelle fortement la volonté de l'état national de contrôler de plus en plus l'appareil productif.

(9) Cameroon Tribune, 14 Août 1984.

"MISERES" DE LA RIGUEUR ET LES REGIONS DE L'IDEOLOGIE
DE LA "CROISSANCE"

En résumé, le Sud-Ouest, une grande région industrielle en expansion et en pleine mutation, une classe ouvrière nombreuse et violemment exploité, une faible combativité ouvrière, une conscience de la classe équivoque, une image du Cameroun contemporain? Pourquoi pas? L'agriculture industrielle et capitaliste est un secteur clé pour le développement de l'ETAT et occupe les 3/4 de la population active(10). Au total une quinzaine de complexes se partagent les superficies exploitables du territoire national. Ces complexes sont en même temps des vastes bassins de vente et d'exploitation de la force de travail de milliers de travailleurs. Et en forçant un peu les traits nous pouvons généraliser les pratiques de la CDC à l'échelle des tous les complexes agro-industriels. La diversité des stratégies des compagnies opérant dans le secteur agricole rendent complexes et variées, les formes d'exploitation et de prolétarisation massives. Ce phénomène va s'amplifiant, avec le lancement du gigantesque projet de "Hauts plateaux de l'Ouest-Cameroun, massivement financé par la Banque Mondiale. Alors, la "rigueur aboît, les sociétés d'état passent ?

La "bonne santé économique" du pays fait pâlir d'envie les investisseurs étrangers. A l'intérieur du pays, les bilans officiels valorisent de manière excessive l'histoire du succès d'un "libéralisme autocentré". Faute d'une analyse nuancée de la relation travail, capital et société au Cameroun, nous en sommes réduits à des impressions ponctuelles. Ainsi, dans le discours économique étatique qui est aussi celui des classes courtisanes du développement dépendant, on peut discerner les "régions" de l'idéologie de la croissance". Elles se redoublent et s'articulent pour devenir les instruments de lecture de l'économie et de construction d'un capitalisme qui réinterprète les déterminants de l'économie internationale. Nous sommes donc amenés à nous interroger sur l'objectivité de cette idéologie de la croissance dans la détermination dans la détermination des rapports sociaux.

Le gouvernement actuel est confronté à ce problème central, quant à sa politique de rigueur qui voudrait à la fois innover sans chavaler, "rassurer les multinationales", rompre avec les pratiques qui font encore la toile de fond de la répartition inégales des fruits de la croissance. L'exemple de la CDC, bien que singulier pose de façon éclatante le problème de la nature et du devenir de la politique de rigueur. L'antagonisme grandissant entre classes sociales ne séduit guère, de même, les situations de rente. La CDC est un exemple qui brise bien de certitudes, et s'inscrit fortement dans les débats du présent. Il fait ressortir peu à peu le Cameroun de son double légendaire: "stable et égalitaire. Voilà qu'on découvre le succès économique est assuré par une tradition d'exploitation des hommes et des femmes du pays; Pourtant, au-delà des dérives rhétorique des discours, il y a sans doute une conscience intuitive de la classe dirigeante à surseoir un "libéralisme autocentré" new-look. Les mots et concepts en apparence les plus simples n'ont pas le même sens selon le regard que l'on jette sur la "croissance camerounaise". Il y a tout un contexte idéologique à attaquer

Ndzana O (1985)

Cameroun : le réformisme aboie, les empires économiques passent : la main basse de la "Cameroun Development Corporation" sur la région Sud Ouest

Paris : ORSTOM, 230-246

Les Problèmes posés par l'Etude du Milieu de Travail et des Rapports Travail / Hors Travail (Concepts, Méthodologies d'Enquêtes).Réunion Thématique, Paris (FRA), 1985/05/21